

Convention collective départementale

IDCC : 714. – **INDUSTRIES DU TRAVAIL DES MÉTAUX
DE LA MOSELLE**

(1^{er} février 1973)

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,
Journal officiel du 15 mai 1974)

■ *Journal officiel* du 28 juillet 2007

**Arrêté du 17 juillet 2007 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective des industries du travail des
métaux de la Moselle (n° 714)**

NOR : *MTST0760716A*

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 23 avril 1974 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 14 décembre 2006, portant extension de la convention collective des industries du travail des métaux de la Moselle mise à jour le 1^{er} février 1973 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu le protocole d'accord du 22 novembre 2006 portant modification de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 2 mars 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 10 juillet 2007,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries du travail des métaux de la Moselle, mise à jour le 1^{er} février 1973,

modifié par le protocole d'accord du 19 octobre 1979, tel qu'étendu par l'arrêté du 10 avril 1980, complété par l'avenant du 27 avril 1993 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions du protocole d'accord du 22 novembre 2006 portant modification de la convention collective susvisée, à l'exclusion du dernier alinéa du point 2.21 comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 122-14-13 du code du travail.

Le point 1.6 est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 212-5 et L. 424-4 du code du travail.

Le point 1.7 est étendu sous réserve des dispositions de l'article L. 424-1 du code du travail et de la jurisprudence de la Cour de cassation (Crim. 25 mai 1982, pourvoi n° 81-93-443 ; Crim. 28 mars 1979, pourvoi n° 77-92-961) aux termes desquelles la pratique des bons de délégation ne peut constituer un moyen de contrôle *a priori* de l'employeur sur l'usage du temps de délégation et ne peut servir qu'à l'information préalable de l'employeur afin que ce dernier puisse organiser le travail et effectuer un suivi du nombre d'heures utilisées.

Le point 2.10 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 226-1 du code du travail telles qu'interprétées par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. soc., 16 décembre 1998 Michelin c/Minchin) aux termes desquelles le jour d'autorisation d'absence accordé au titre d'un congé pour événement familial n'a pas à être nécessairement pris le jour de l'événement le justifiant mais pendant une période raisonnable proche de l'événement.

Le point 2.22 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 122-14-13 du code du travail, telles que modifiées par la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007, aux termes desquelles « les accords conclus et étendus avant la publication de la loi susmentionnée, déterminant des contreparties en termes d'emploi ou de formation professionnelle et fixant un âge inférieur à celui mentionné au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale dès lors que le salarié peut bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein et que cet âge n'est pas inférieur à celui fixé au premier alinéa de l'article L. 351-1 du même code, cessent de produire leurs effets au 31 décembre 2009 ».

Article 2

L'extension des effets et sanctions du protocole d'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit protocole d'accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juillet 2007.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/4, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.